

Pouvoir d'emprunt

M. Riis: Mon collègue de Saskatoon-Est (M. Ogle) dit qu'il savait quel jour nous étions. Mais il s'est trompé car il a lui-même admis qu'il s'était fourvoyé sur toute la ligne, que pratiquement tous les experts s'étaient aussi trompés, qu'il ne fallait pas les écouter et que de toute façon les choses iraient mieux l'année prochaine. Je pense que la crédibilité du ministre et celle du gouvernement sont désormais à classer parmi les espèces disparues.

Cependant, pour rendre à César ce qui est à César, le ministre des Finances a dit que le déficit servirait à payer les chômeurs dont les prestations ont été prolongées. Notre parti y voit là un aspect positif. Un acte positif mais quand même désespéré, qui contribuera à soulager la misère de centaines de milliers de Canadiens—on pourrait presque dire de millions de Canadiens—soit presque 2 millions qui ont dû pousser un soupir de soulagement en entendant cette nouvelle. Il a aussi ajouté que ce nouveau déficit dont il nous demande d'approuver le principe aujourd'hui comprend un rajustement de 240 millions pour couvrir les frais additionnels anticipés dans le cadre du programme canadien d'encouragement à l'accession à la propriété. De nouveau, cela nous semble un aspect positif. Au cours d'un discours de 45 minutes, ce sont les deux seuls éléments positifs qu'il nous a livrés. J'estime que ce sont les seuls aspects positifs du discours que le ministre des Finances a prononcé ce matin.

Non seulement nous devons prendre note d'un désastre fiscal mais pour les Canadiens, c'est une catastrophe, une calamité sur le plan humain. Le ministre a eu beau nous expliquer qu'on avait dû dépenser 14 milliards ici, 5 milliards là, qu'il avait fallu renforcer le dollar et le reste, tout cela est un assemblage de données que 90 p. 100 des Canadiens ne comprennent pas et pourtant, j'ai constaté que pas une fois il n'avait parlé du public canadien. Pas une fois, il n'a fait allusion à la misère dans laquelle vivent aujourd'hui des millions de personnes. Il a passé sous silence la prostration des travailleurs en chômage depuis des mois, sur le point d'avoir recours à l'assistance sociale à moins qu'on ne réussisse à améliorer leur sort. Et aujourd'hui ils ont écouté le ministre des Finances (M. Lalonde) pour tenter de savoir ce qui les attendait. Et que nous a-t-il dit? En fait, rien. Son discours se résume à ceci: «Donner-nous de l'argent, c'est tout ce que je vous demande».

C'est comme si mon fils âgé de 12 ans me demandait: «Papa, je veux emprunter \$200». Ce à quoi je répondrais: «Fort intéressant, mon fils, mais à quoi te serviront ces \$200? Veux-tu ouvrir un commerce? Songes-tu à investir? Ou veux-tu t'acheter quelque chose?» Et il me répondrait: «Papa, fais-moi confiance. Donne-moi simplement \$200 que je pourrai utiliser à ma guise». Je fais confiance à mon fils, mais cela ne veut pas dire que je m'empresserai de lui donner \$200 qu'il dépensera à sa guise, sans en discuter avec lui.

Imaginez ce petit exploitant ou cet agriculteur ou ce pêcheur demandant à son directeur de banque ou de caisse: «Je veux emprunter \$200,000. J'en ai besoin. Signons tout de suite les papiers». Naturellement, le directeur lui posera quelques questions: «A quoi servira cet argent? Songez-vous à l'investir? Quel est votre roulement actuel? Comment allez-vous procéder? Comment vont vos affaires jusqu'à présent? Combien de personnes employez-vous? Enfin, comment allez-vous vendre

vos produits?» Si cet homme d'affaire répondait: «Je ne vous dirai rien. J'ignore comment je vais dépenser ces \$200,000, mais je voudrais bien les avoir.» Le banquier répondrait à ce chef de petite entreprise ou à cet agriculteur ou à ce pêcheur la même chose que nous disons au ministre des Finances: «Il n'en est pas question. Nous n'allons pas vous autoriser à dépenser l'argent des contribuables...»

M. Cosgrove: Hier encore, vous vouliez doubler le déficit.

M. Riis: ... et à emprunter 14 milliards de dollars plus 5 milliards de dollars sans nous dire comment cet argent sera dépensé.»

Les ministériels nous prennent-ils pour des imbéciles? Pensent-ils que nous allons tranquillement leur donner une telle autorisation? J'ai bien hâte d'entendre leurs discours plus tard pour savoir ce qu'ils diront pour expliquer aux Canadiens comment le gouvernement ose demander 19 milliards de dollars sans nous dire à quoi cet argent servira.

Le gouvernement dira peut-être que n'avons qu'à voir ce qu'il a déjà fait. Nous lui répondrons ce qu'un banquier répondrait à un propriétaire de petite entreprise qui lui demanderait de l'argent en disant: «Voyez comment je me suis débrouillé jusqu'ici; cela fait dix ans que j'échoue lamentablement dans tout ce que j'entreprends.» C'est inadmissible. Nous refusons d'approuver une telle demande aujourd'hui et nous continuerons à la refuser.

Monsieur le Président, j'ai déjà dit que la situation actuelle était non seulement le début d'une calamité, d'une catastrophe financière, mais aussi une catastrophe humaine. Un vieux proverbe hindou dit: «Sans rêves, le peuple périt.» Le rêve des Canadiens est maintenant devenu un cauchemar et le peuple est en train de périr. Les Canadiens d'un bout à l'autre du pays sont au bord du désespoir. On le voit à leurs yeux. Lorsqu'on visite une région défavorisée du tiers monde, comme mon collègue de Saskatoon-Ouest l'a fait bien des fois, et qu'on parle à des gens dans les rues, on peut souvent lire le désespoir dans leurs yeux. Ils ont lutté pendant 40 ans pour élever leur famille seulement pour constater que la corruption dans leur pays les empêche souvent d'y réussir. Ils ont souvent le regard apathique, déprimé et triste de ceux qui ont cessé de lutter.

Les Canadiens ont maintenant le même air amorphe et désespéré que celui qu'on peut voir sur les photos des Canadiens du milieu de la Dépression des années 30 ou sur les photos de gens dans des camps de réfugiés de nos jours.

Ce qui m'a le plus déçu ces dernières semaines lorsque j'ai visité un certain nombre d'écoles secondaires dans ma circonscription et que j'ai parlé aux élèves de dernière année, ce fut de constater que ces jeunes se disent: «A quoi bon? Pourquoi continuer à étudier et à faire des études post-secondaires puisque presque tous ceux que je connais sont déjà en chômage ou le seront bientôt? Pourquoi essayer de réussir dans mes études? A quoi cela sert-il de lutter pour continuer? A quoi bon? Mon père avait travaillé dans la même usine pendant 20 ans et il a maintenant été congédié. Il a 54 ans et il ne travaillera probablement plus jamais. Mon frère, qui sort de l'université, travaille à l'heure actuelle comme chauffeur de taxi, car il ne peut trouver un emploi en informatique».